Des croisades catholiques à l'assistance protestante aux pauvres. Le bailliage d'Utrecht de l'ordre teutonique (1231-2006)

Renger E. De Bruin

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/12507>

DOI : 10.4000/cdlm.12507

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2018

Pagination : 357-371

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Renger E. De Bruin, « Des croisades catholiques à l'assistance protestante aux pauvres. Le bailliage d'Utrecht de l'ordre teutonique (1231-2006) », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 97/2 | 2018, mis en ligne le 18 juin 2019, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/12507> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.12507>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Des croisades catholiques à l'assistance protestante aux pauvres. Le bailliage d'Utrecht de l'ordre teutonique (1231-2006)¹

Renger E. De Bruin

- ¹ Au cœur de la cité hollandaise d'Utrecht, un portail vert dans un mur blanc dissimule une oasis médiévale, à seulement quelques centaines de mètres de la Gare centrale. Cette oasis correspond à la cour de la *Duitse Huis*, la Maison teutonique, siège du bailliage d'Utrecht de l'ordre des chevaliers teutoniques. La Maison a été construite par l'Ordre au milieu du XIV^e siècle et fut agrandie au siècle suivant. Les membres de ce dernier appartiennent à de vieilles familles nobles : une ascendance noble antérieure à 1795 est requise². Avant que les statuts ne soient amendés en 2006, les choses étaient encore plus strictes, car il fallait quatre quartiers de vieille noblesse et appartenir à l'Église réformée. Ces critères étaient au cœur de l'identité du Bailliage d'Utrecht en tant qu'institution de la noblesse protestante des Pays-Bas. Aujourd'hui, le site Internet de l'Ordre présente ainsi ses objectifs caritatifs :

[...] guidé par une éthique protestante, les fonds distribués profitent à différents groupes et projets, comme de la prévention, des projets sociaux ou de l'aide individuelle³.

- ² Comment cette institution de la noblesse protestante du royaume des Pays-Bas se développa-t-elle à partir d'un ordre militaire catholique du saint empire romain germanique ?⁴ En suivant les événements du XIII^e siècle au début du XXI^e siècle, il est possible d'identifier le rôle de cet ordre chevaleresque après la Réforme, et sa fonction de marqueur social de la noblesse. La survie des ordres militaires de croisade et le rôle de la noblesse hollandaise à l'époque moderne constituent deux champs de recherches peu étudiés. Les recherches actuelles sur l'ordre teutonique et la noblesse de la province d'Utrecht interrogent plus largement sur l'image dominante des Pays-Bas comme société urbaine et bourgeoise⁵.

Les origines d'un ordre militaire (1231-1560)

- 3 L'ordre teutonique fut fondé durant le siège d'Acre en 1190, un épisode de la troisième croisade. Comme pour les deux autres ordres militaires du Temple et de l'Hôpital, ses membres avaient le statut de *monachus et miles*, moines et chevaliers⁶. Leur but commun était d'associer la lutte pour la foi à l'assistance aux malades et aux blessés⁷. Leur différence était d'ordre géographique : alors que les deux autres ordres, plus anciens, recrutaient leurs membres principalement en Angleterre, en France et en Italie, l'Ordre teutonique le faisait dans le Saint empire romain germanique. Les chevaliers teutoniques combattirent au premier rang lors de la Cinquième croisade et le Grand maître Hermann von Salza joua un rôle majeur dans la cession de Jérusalem à l'empereur Frédéric II en 1229. Avec l'appui de l'empereur, le grand-maître ouvrit dans ces années un second front sur la côte de la Baltique, en combattant les peuples païens. C'est là que l'ordre teutonique fonda son propre État. Les guerres des ordres militaires, tant que Terre sainte que dans l'Est de l'Europe, étaient financées par les revenus de leurs propriétés dispersées à travers toute l'Europe. Ces propriétés provenaient de donations effectuées par les nobles.
- 4 Sans surprise, les propriétés de l'Ordre teutonique étaient principalement situées dans le Saint-Empire romain germanique. Elles étaient administrées par le biais de commanderies ; plusieurs commanderies formaient un bailliage, avec à sa tête un bailli. Les douze bailliages du Saint-Empire étaient dirigés par le Maître de Germanie, qui était sous les ordres du grand-maître. Ce chef de l'ordre avait sa résidence d'abord à Acre, puis dans le château de Marienburg, aujourd'hui Malbork en Pologne. Les commandeurs au sein d'un bailliage formaient un chapitre, tandis que le chapitre général réunissait le grand-maître, le maître de Germanie et tous les baillis. L'ordre teutonique reçut des biens fonciers dans le nord des Pays-Bas, qui appartenaient à l'Empire, seulement quelques décennies après sa fondation. Le terrain d'Utrecht fut donné en 1231 par le chevalier Steven van Dingede et son épouse Beatrix, en accomplissement d'un vœu de croisade. La maison se trouvait en dehors de l'enceinte urbaine. Initialement, la commanderie d'Utrecht était placée sous l'autorité du *magister partium inferiorum*, le bailli de Biesen dans le sud des Pays-Bas. Plus tard, elle devint un bailliage indépendant. En 1346, après la destruction de son ancienne maison par le comte de Hollande, elle reçut de nouvelles possessions à l'intérieur de la ville, formant la *Duitse Huis*, évoquée plus haut.
- 5 Jusqu'au milieu du xvi^e siècle, le bailliage d'Utrecht fut une composante à part entière de l'ordre teutonique, sous l'autorité du grand-maître et du maître de Germanie. Le bailliage ainsi partageait ses périodes de développement et de redressement. Il était formé, de façon classique, de frères chevaliers et de chapelains. Les noms des frères chevaliers reflètent les évolutions de la noblesse et de la chevalerie aux Pays-Bas, ou du moins de sa partie occidentale. Ils suivent un modèle français en agglomérant totalement les *nobiles* et les *ministeriales*, ce qui contraste avec des larges parties du Saint-Empire où la distinction entre les deux groupes persista durant l'époque médiévale⁸. Comme dans les autres bailliages, les idéaux d'origine – combattre pour la foi et assister les malades et les blessés – se diluèrent. De plus en plus, l'Ordre servit les besoins de ses membres et devint un « hospice de la noblesse allemande »⁹.

L'ascendance nobiliaire devint de plus en plus importante, jusqu'à ce que quatre quartiers de noblesse soient requis¹⁰.

- 6 La bataille de Grunwald en 1410 constitue un tournant dans l'évolution de l'ordre teutonique. Une armée de chevaliers, renforcée par des mercenaires, fut totalement vaincue par le roi de Pologne et ses alliés. De plus, en combattant un roi catholique, l'ordre teutonique avait ruiné son idéologie de croisade. Après une autre guerre avec la Pologne, le grand-maître dut quitter Marienbourg en 1457 et s'établir à Königsberg. Le grand-maître Albrecht von Brandenburg se soumit en 1525 au roi de Pologne et reçut comme duché ce qu'il restait des terres de son Ordre. Il se convertit au luthéranisme et abandonna symboliquement son manteau blanc avec la croix noire. Pour parvenir à une telle décision, Albrecht von Brandenburg avait entretenu un contact régulier avec Martin Luther¹¹. L'empereur Charles Quint nomma le maître de Germanie comme remplaçant du grand-maître (*Administrator des Hochmeisteramtes in Preussen*). Tous les bailliages de l'Empire, dont celui d'Utrecht, lui déclarèrent fidélité. À cette époque, toutes les possessions du bailliage d'Utrecht furent placées sous le pouvoir de l'empereur alors qu'à l'origine, elles dépendaient de six principautés différentes. Mais par conquêtes ou héritage, elles entrèrent dans les possessions de la maison des Habsbourg aux Pays-Bas. Charles Quint acheva le processus en 1543 avec l'incorporation du duché de Gueldre. En tant que seigneur des Pays-Bas, il était le souverain du bailliage d'Utrecht. Comme plusieurs autres institutions ecclésiastiques, ce bailliage était concerné par des abus, tels que l'ivrognerie, la débauche, le non-respect du célibat ou la vente des cures. Deux baillis – Albert van Egmont van Merestein et Frans van Loo – ne cachèrent pas leurs relations avec des femmes. Van Loo, suspecté de sympathies protestantes, mit fin aussi au recrutement des prêtres¹².

Un lent cheminement vers le protestantisme (1560-1640)

- 7 Le protestantisme, qui se développait alors dans les Pays-Bas principalement sous la forme du calvinisme, fut persécuté par Philippe II qui, en 1555, avait succédé à son père Charles Quint à la fois en Espagne et aux Pays-Bas. Sa politique sévère provoqua la révolte conduite par Guillaume le Taciturne, *Stathouder* des provinces de Hollande, Zélande et Utrecht. La répression du duc d'Albe, général de Philippe II, échoua. Après une courte période de coexistence religieuse, le culte catholique public fut interdit en 1580 à Utrecht. À partir de cette époque, le calvinisme devint la religion officielle et l'Église réformée eut le statut d'Église publique (*publieke kerk*)¹³.
- 8 Les monastères fermèrent les uns après les autres. Les puissantes et très riches églises collégiales – les chapitres – ne furent pas abolies¹⁴, comme certains calvinistes radicaux le réclamaient, mais sécularisées en corporations immobilières. Les chanoines furent autorisés à se marier ; les nouveaux membres devaient être protestants. La protection par les États d'Utrecht, au sein desquels la noblesse était dominante, sauva les églises collégiales. Les chevaliers teutoniques et les Hospitaliers, dont le principal siège aux Pays-Bas se trouvait aussi à Utrecht, furent dans la même situation. Toutefois, on pouvait reprocher à ces deux institutions d'être loyales à un souverain étranger (Mergentheim pour les Teutoniques, Malte pour les Hospitaliers) et d'être de confession catholique, tandis que les églises collégiales évoluaient vers le protestantisme.

- 9 Avec l'ordre teutonique, c'est l'inverse qui se passa : des catholiques convaincus prirent le pouvoir. À la fin de l'année 1576, le coadjuteur Van Egmont van Merestein fut contraint de démissionner. Jacob Taets van Amerongen, un catholique dévot, fidèle au roi et au grand-maître, lui succéda. La pression s'abattit alors sur le bailli lui-même, qui quitta l'Ordre à la fin de 1579¹⁵. Le chapitre du bailliage choisit Taets van Amerongen pour le remplacer. Taets entreprit de resserrer la discipline et l'accomplissement des services spirituels dans le bailliage. Il désigna des prêtres pour célébrer les messes correctement, et restaurer les traditions qui avaient disparu. Sa nomination comme bailli reçut une reconnaissance immédiate de la part du grand-maître et de Philippe II d'Espagne. Par fidélité aux traditions de croisade, Taets commandita la réalisation d'une série de portraits de tous les baillis depuis 1231¹⁶. La nature catholique du projet est soulignée par la phrase « *Godt heb de ziel* », soit « que Dieu reçoive son âme », écrite sous chaque nom de bailli.
- 10 Le rejet du pouvoir de Philippe II comme seigneur des Pays-Bas par les États généraux rebelles, qui conduisit à l'établissement de la République des Provinces-Unies, signifia qu'il n'exerçait plus la souveraineté sur le bailliage d'Utrecht. Ce rôle fut assumé par les États provinciaux d'Utrecht qui, en dépit des évidentes sympathies espagnoles du bailli, appliquèrent une politique de tolérance à l'égard du bailliage. Celui-ci acceptait des catholiques résolus comme chevaliers et célébrait la messe dans son église. L'interdiction du culte catholique fut circonvenue en corrompant les officiers. Dans les autres provinces en revanche, les commanderies ne purent maintenir le catholicisme. Les églises de Hollande et de Zélande accueillirent les rites réformés à partir de 1572. À Schelluinen, l'Ordre devait même contribuer au salaire du ministre de la religion réformée.
- 11 La fidélité de Taets van Ameronden au grand-maître Maximilien d'Autriche devint patente quand certains chevaliers d'Utrecht combattirent contre les Turcs. Les problèmes de loyauté étaient plus aigus encore par le fait qu'il entretenait des relations étroites avec le bailliage de Biesen, qui avait des possessions considérables dans les Pays-Bas espagnols. Cette situation ne pouvait durer. Après sa mort en 1612, Taets fut remplacé par un autre catholique, Diederik Bloys van Treslong, qui avait été promu coadjuteur par Taets. Quand Bloys voulut en 1615 organiser sa succession en faveur d'un catholique, il en fut empêché par les États d'Utrecht qui demandèrent que le nouveau coadjuteur adhère à « *de heylige christelijcke gereformeerde religie* », la sainte foi chrétienne réformée¹⁷. Le poste fut occupé par Jasper van Lynden, dont le profil religieux n'est pas très clair, mais qui n'était certainement pas catholique. Son accession à la charge de bailli après la mort de Bloys en mai 1619 mit fin au pouvoir catholique sur le bailliage. Plus tard, cela fut considéré comme un tournant de son histoire : toutes les résolutions concernant l'organisation de l'Ordre font référence à cette date de 1619.
- 12 Ce ne fut pas Van Lynden qui encadra le processus par lequel le bailliage devint protestant : il décéda dans l'année. Comme pour les autres portraits de la série, le sien porte les mots « *Godt heb de ziel* ». C'est le dernier dans ce cas. Une ultime tentative de catholiciser le bailliage fut alors entreprise. Le grand-maître Charles d'Autriche nomma un bailli catholique, mais en vain. Le nouveau bailli élu par le chapitre provincial, en avril 1620, fut Hendrik Casimir de Nassau, un enfant de huit ans. Il faut y voir une manœuvre du *Stadhouder* Maurice de Nassau-Orange, fils de Guillaume le Taciturne, qui avait renforcé son emprise sur les États d'Utrecht en 1618 et avait mis fin à la politique

de tolérance religieuse. Avec le déclenchement de la guerre de Trente Ans et l'expiration imminente de la Trêve de Douze Ans en 1621, il était de prime importance de disposer d'une organisation protestante loyale, sous le gouvernement d'un membre de la famille du *Stadhouder*. Ce fut le propre père du bailli, Ernst Casimir, qui exerça sa tutelle ; il avait collaboré avec Maurice de Nassau lors de sa prise de pouvoir en 1618 et était devenu *Stadhouder* de Frise en 1620.

- 13 Conduit par les Nassau, le bailliage d'Utrecht était désormais fermement ancré dans la lutte contre l'Espagne et il devenait possible de le protestantiser¹⁸. Ce fut le travail auquel Hendrik Casimir de Nassau s'attela, une fois déclaré majeur. Un problème existait toutefois : certains chevaliers demeuraient fidèles à l'ancienne foi. Même si les nouveaux membres devaient en principe se conformer à l'Église publique, ils ne le faisaient pas toujours. À cet égard, le bailliage d'Utrecht suivit le même modèle que celui des églises collégiales d'Utrecht et des confréries chevaleresques (des assemblées de nobles) dans diverses provinces : les anciennes pratiques étaient permises aux anciens membres de ces ordres et ne s'amenuisaient qu'avec leur décès. À cette date, la plupart des nobles avaient adhéré à la Réforme, soit par conviction, soit pour conserver leur pouvoir politique.
- 14 À l'origine, les frères chevaliers protestants du bailliage d'Utrecht étaient tenus de respecter un vœu de célibat, comme dans les bailliages protestants d'Allemagne. L'abolition du célibat provoqua une rupture avec Mergentheim, que Hendrik Casimir pilota, en partageant ses plans méticuleux avec les États d'Utrecht. En 1637, pour assurer la continuité, les États nommèrent son frère, Willem Frederik, coadjuteur. Ensuite, ils proposèrent l'abolition du célibat, ce que le chapitre provincial approuva le 10 novembre de la même année. Il fallut plus de deux ans aux États – jusqu'au 8 mai 1640 – pour ratifier cette décision. Hendrik Casimir ne put cependant guère guider le bailliage dans cette situation entièrement nouvelle. Il décéda deux mois après, des blessures reçues lors d'un combat avec les Espagnols sur les côtes de Flandres. Dans la série de portraits des baillis, le sien est le premier à ne pas comprendre ces mots « *Godt heb de ziel* », qui ne correspondaient plus à la doctrine de la Réforme concernant l'obtention du Salut. Willem Frederik lui succéda en tant que *Stadhouder* et bailli.
- 15 Pour Mergentheim, la suppression du célibat était inacceptable. Néanmoins, comme pour les grand-maîtres, les baillis successifs de Biesen continuèrent à considérer le bailliage d'Utrecht comme faisant partie de leur Ordre. Ils tentèrent à plusieurs reprises la réunification¹⁹. Pour des raisons symboliques, le siège d'Utrecht était laissé vacant à l'occasion des chapitres généraux.

Une institution protestante dans un État protestant (1640-1795)

- 16 À partir de 1640, le bailliage d'Utrecht ne reposait plus sur ses fondations d'ordre militaire. Avant même la mort du dernier chevalier catholique, il était devenu une institution séculière pour nobles mariés. Le bailliage était devenu protestant pour permettre son incorporation au sein de la République des Provinces-Unies. Ses membres siégeaient lors des assemblées des États provinciaux, ou servaient dans les armées. Plusieurs membres furent même des champions de la cause protestante,

d'abord contre les armées espagnoles puis contre celles de Louis XIV. Certains le payèrent de leur vie.

- 17 À Mergentheim et Biesen, il était parfaitement clair que la loyauté politique était le facteur clef qui expliquait le choix du protestantisme par le bailliage d'Utrecht et sa rupture avec les intuitions centrales de l'ordre teutonique. La reconnaissance internationale des Provinces-Unies, après la paix de Westphalie, fit espérer un rapprochement. Toutefois, la tentative de réunification échoua, du fait de l'opposition des États provinciaux d'Utrecht. La question du célibat était aussi un obstacle. Cela se vérifia lors des rapprochements de 1775 et de 1791. La transformation du bailliage d'Utrecht en une organisation composée de nobles mariés avait de grandes conséquences en ce qui concerne le fonctionnement interne de l'Ordre. Les chevaliers ne vivaient plus désormais dans les commanderies, mais avec leur famille, dans des châteaux et, l'hiver, dans leurs résidences urbaines. Les bâtiments des commanderies restaient ainsi vides et tombèrent en ruine. Un par un, ils furent vendus et démolis. Seule la *Duitse Huis* d'Utrecht resta en usage, pour les assemblées et comme pied-à-terre pour les baillis. Les églises des commanderies furent reprises par les congrégations locales de l'Église réformée. Alors que les chevaliers du bailliage en tiraient du prestige et des revenus supplémentaires lucratifs, peu s'impliquaient dans la vie du bailliage pour qu'il continuât d'exister. Une première tentative de restauration fut entreprise par Godard van Reede, qui devint bailli en 1697. Pour impliquer les membres du bailliage, il convoqua plus fréquemment les assemblées du chapitre, et décida aussi d'ajouter des nouveaux portraits à la série des baillis, alors qu'il n'y avait plus eu de nouvelles peintures depuis Hendrik Casimir I^{er}.
- 18 Après la mort de Van Reede en 1703, le déclin reprit. Ses successeurs firent peu pour le contrarier. La gestion des biens de l'Ordre devint de plus en plus chaotique. Après le chapitre de 1753, le nouveau coadjuteur, Unico Wilhelm van Wassenaer dressa un sombre rapport sur la situation du bailliage. Il fut chargé de proposer des réformes. Après leur examen approfondi par les États, ces réformes furent appliquées entre 1756 et 1762²⁰. Leur volet le plus important était la gestion des domaines par des intendants, la succession automatique du bailli en faveur du coadjuteur, et le fait qu'un commandeur pouvait être relevé de ses fonctions, en acceptant une pension viagère à titre de compensation. L'admission des nouveaux membres, qui jusque-là relevait de l'autorité des États d'Utrecht, fut dévolue au bailliage lui-même, qui en informerait les États. À ce sujet, une condition fut imposée : accentuer les contrôles de la noblesse et de l'appartenance à la religion réformée du candidat. Comme cela était le cas depuis longtemps, l'admission au chapitre n'était possible que sur la base de quatre quartiers nobles. À la différence de l'ordre teutonique en Allemagne, le bailliage d'Utrecht ne releva pas ses exigences à seize quartiers de noblesse. Les enfants pouvaient être proposés comme membres ; quand une place était vacante après un décès, le candidat qui était le premier sur la liste devait soumettre ses preuves de noblesse et son attestation d'appartenir à l'Église réformée hollandaise.
- 19 En 1740, à ce sujet, les exigences prévues dans les règles font référence aux décisions remontant à 1619. Il est précisé qu'à l'égard de la religion, le prétendant doit être capable de prouver par un certificat son adhésion à la foi réformée²¹, par le baptême et la confession. Depuis 1615, le critère était qu'un nouveau membre ne pouvait pas être catholique. Désormais, il devait être membre de l'Église réformée hollandaise. Cela s'appliquait aussi aux candidats allemands, qui se devaient d'adhérer à la *Reformierte*

Kirche. Les luthériens ne pouvaient candidater ; cela leur était strictement interdit. Ainsi la candidature de Carl Friedrich von Mauswitz fut rejetée en 1765, car il était de confession luthérienne²². *A fortiori*, un catholique n'avait pas sa place dans le chapitre.

Révolution et restauration (1795-1848)

- 20 En 1789, la Révolution française constitua une sérieuse menace pour les ordres militaires : les idéaux de liberté, d'égalité et de fraternité étaient dirigés en particulier contre l'Église et la noblesse, et ainsi, par essence, contre les héritiers des Croisades. Les commanderies de l'ordre teutonique furent confisquées, d'abord en Alsace et en Lorraine, puis dans les régions à l'ouest du Rhin, qui furent soumises entre 1792 et 1794. Les membres de l'Ordre furent chassés. Les commanderies de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem subirent le même sort ; Malte, leur quartier général, ne fut pas épargnée. Quand la République des Provinces-Unies s'effondra au début de l'année 1795 et que la République batave fut proclamée, le bailliage d'Utrecht se trouva dans une situation dangereuse. Les gouvernements révolutionnaires des provinces, qui avaient été mis en place après la déposition des États provinciaux, dirigèrent leurs efforts contre les bastions des anciennes institutions, partiellement pour leur richesse. À Utrecht, les cibles furent les anciennes églises collégiales et l'ordre teutonique, qui se défendirent en niant leur nature cléricale et en mettant en avant leurs droits de propriété²³. Grâce à des tours de passe-passe judiciaires de ce genre et en faisant profil bas, ces institutions parvinrent à traverser les années de la Révolution²⁴.
- 21 Le chapitre du bailliage d'Utrecht ne se réunit pas avant le mois d'août 1802. Quand il le fit, le principal sujet de discussion tourna autour de la baisse des effectifs : le chapitre n'avait pas été convoqué depuis onze ans, et durant ce temps, six membres étaient morts. Comme c'était le cas avant 1795, les procédures de nomination furent appliquées : listes de candidats, contrôle des quartiers de noblesse et appartenance à l'Église réformée hollandaise. L'abolition des privilèges sociaux et des demandes concernant la religion comme préalable à l'entrée dans les institutions gouvernementales, qui resta en usage après la Révolution, ne concerna pas le bailliage d'Utrecht qui mit en avant son statut d'institution privée. Les débats concernant les finances furent agréables. Comme pour les années précédant 1795, les finances du bailliage étaient florissantes. Les revenus tirés des baux augmentaient régulièrement, et la plupart des gains allaient aux commandeurs sous la forme de salaires et de répartition des bénéfices. Le personnel en profitait aussi. L'impact sur les œuvres de charité était moindre : environ 3 % des dépenses (soit 1 300 florins en chiffres arrondis) les concernaient, le plus souvent en lien avec la religion réformée²⁵. Cette dépense dérivait d'anciens engagements, comme les gages du pasteur de Schelluinen.
- 22 Après quelques années calmes, les menaces réapparurent. À la fin 1807, Louis-Napoléon, frère de l'empereur français, nommé roi de Hollande, expropria la commanderie d'Utrecht. Sa capitale fut établie à Utrecht et il avait besoin de bâtiments pour ses ministères. Un hôpital militaire s'y installa. Le bailliage d'Utrecht reçut une compensation et s'établit à La Haye. Le bailli, Volkier Rudolph Bentinck van Schoonheten, qui venait juste d'entrer en fonction, fut capable de rétablir la situation à un niveau acceptable. Mais quelques années plus tard, l'institution fut confrontée à une nouvelle menace, car le royaume de Hollande avait été incorporé à l'empire français. Pensant le territoire riche, Napoléon espérait obtenir des financements pour ses

campagnes militaires. Il augmenta les taxes et diminua les paiements, afin de faire baisser l'endettement. Une solution complémentaire était de confisquer les biens de l'Église, comme cela avait été fait en France vingt ans auparavant. Confisquer les biens de l'ordre teutonique dans les territoires occupés et dissoudre l'Ordre dans les États de la Confédération du Rhin, comme ce fut le cas en 1809, était cohérent avec cet ancien modèle qui cherchait à combiner le zèle révolutionnaire, contre une institution catholique et aristocratique, et les démarches nécessaires pour couvrir les coûts de la guerre²⁶.

- 23 Le 27 février 1811, Napoléon signa un décret par lequel les « biens d'origine ecclésiastique » dans les départements hollandais devaient être mis en liquidation²⁷. Cela faisait référence explicitement à cinq anciens chapitres d'églises collégiales d'Utrecht et quelques anciens couvents qui fournissaient des revenus à des filles de la noblesse. I. J. A. Gogel, *Intendant-Général des Finances et du Trésor Impérial en Hollande*, écrivit au bailli Bentinck pour préciser que la décision s'appliquait aussi au bailliage d'Utrecht²⁸. Alors que les églises collégiales se résignèrent à leur dissolution et acceptèrent la compensation offerte, le bailliage d'Utrecht contesta le décret. Cela entraîna un délai, qui fut allongé du fait de l'incapacité de l'intendant, U.W. T. Cazius, de produire les bons documents et comptes. Le bailliage fut sauvé par ce qui était en fait une tentative de dissimuler des pratiques frauduleuses. Quand les troupes françaises se retirèrent en novembre 1813, aucune somme n'avait encore été payée et peu de domaines de l'Ordre avaient été mis aux enchères.
- 24 Peu après la restauration de l'indépendance hollandaise, Bentinck demanda au nouveau souverain, Guillaume I^{er}, d'annuler le décret. Le 8 août 1815, après une procédure qui dura plus de dix-huit mois, Guillaume signa l'acte de restauration²⁹. Six semaines plus tard, le bailli put réunir une première assemblée à La Haye. En dépit de la satisfaction liée au cours favorable des événements, il y avait des sujets de dispute. Trois membres critiquèrent Bentinck pour sa politique relative à la dissolution, et spécifiquement pour sa décision de limoger l'intendant Cazius. Ce fut le prélude à des années de conflits. On discuta du retour à Utrecht, de la situation du nouvel intendant C. P. de Vos, et des articles de la nouvelle réglementation. Pour cela fit des assemblées tumultueuses. En 1836, le bailliage acheta une nouvelle maison à Utrecht, puisque l'ancienne *Duitse Huis* servait d'hôpital militaire. Il fallut presque deux siècles avant que le bailliage puisse récupérer ses anciens bâtiments, en 1995.
- 25 Le débat sur les nouvelles règles concernait le degré d'autonomie laissé au bailliage selon les termes de l'acte de restauration. Il s'avéra très réduit. Des rapports annuels devaient être présentés au roi, qui nommait aussi les membres du bailliage, même s'il le faisait en respectant l'ordre des listes de candidats. Les critères d'admission étaient les mêmes qu'auparavant, l'ascendance noble et la religion. Avec une rigueur croissante, le roi poursuivit une politique autoritaire, s'impliquant lui-même dans les moindres détails. Tout devait servir son pouvoir, et donc aussi, naturellement, le bailliage d'Utrecht. L'examen des preuves pour en faire partie fut attribué au *Hoge Raad van Adel*, au Conseil suprême de la Noblesse, qui avait été fondé en 1814 comme instrument de la politique royale vis-à-vis de l'aristocratie. Depuis l'union des Pays-Bas du Nord avec ceux du Sud au sein d'un seul royaume en 1815, il y avait un grand déséquilibre. Dans le Sud, le pouvoir de créer des nobles avait continué sous les Habsbourg. Au Nord, bien sûr, cela n'était pas le cas. En conséquence, 60 % de l'aristocratie du nouveau royaume provenait de la vieille noblesse du Sud³⁰. Pour créer plus de nobles au Nord,

Guillaume I^{er} pratiqua l'élévation (anoblissement) chaque fois qu'un nouveau titre était créé³¹. La vieille noblesse, prédominante avant 1795, était désormais menacée sur deux fronts. Autrefois, il était possible d'exclure les patriciens et les riches bourgeois des ordres de chevalerie. Maintenant, avec les titres qui leur étaient accordés, ceux-ci pouvaient siéger dans les nouveaux ordres de chevaleries qui servaient de collèges électoraux.

- 26 Alors que l'ancienne noblesse pouvait au moins se sentir supérieure à cette nouvelle noblesse, les choses n'étaient pas si simples concernant sa relation vis-à-vis de la haute aristocratie du sud du royaume. Celle-ci comprenait des hommes issus de la noblesse bourguignonne, dont les ancêtres avaient été membres de l'Ordre de la Toison d'or, des princes et des ducs aux noms illustres, tels que les Aremberg, Croÿ, Ligne et Mérode, qui méprisaient les simples comtes et barons du Nord, membres secondaires de la vieille aristocratie, et qui étaient à leurs yeux de simples « gentlemen farmers » hérétiques et parlant un mauvais français. Inversement, la vieille noblesse du nord des Pays-Bas était profondément hostile au catholicisme, qu'elle décriait essentiellement pour sa dévotion étroite et excessive. Avec les années, les tensions se développèrent. Les astreintes liées à la politique religieuse du roi provoquèrent une résistance, qui reçut le soutien de grands aristocrates comme Félix de Mérode³². Durant la Révolution belge de 1830, ces hommes prirent le parti des insurgés, revendiquant une posture d'opposition, révolutionnaire, qui renforça naturellement les suspicions des nobles protestants à l'égard de leurs pairs catholiques.
- 27 La restauration du bailliage d'Utrecht fournissait aux membres des vieilles familles des Pays-Bas septentrionaux un environnement dans lequel ils pouvaient être eux-mêmes. Cela représentait le même genre de bastion propre à l'ancienne noblesse que les ordres de chevaleries au sein de la République des Provinces-Unies. Sur la base de critères d'admission prérévolutionnaires concernant les nobles protestants, toutes les catégories qu'ils craignaient étaient exclues : les catholiques, les patriciens aux aspirations aristocratiques, les *nouveaux riches*. L'appartenance au Bailliage était ainsi une marque de distinction aristocratique. Comme plusieurs portraits le montrent, la croix noire de l'Ordre était portée avec fierté.
- 28 La Révolution belge coupa en deux le royaume de Guillaume I^{er}. En 1831, une tentative de récupérer le Sud fut près de réussir, jusqu'à ce qu'elle soit abandonnée sous la menace d'une intervention française. On était parvenu à une impasse. En 1839, Guillaume I^{er} céda finalement. Frustré, il abdiqua un an plus tard en faveur de son fils, Guillaume II. La crise constitutionnelle du pays s'acheva en 1848, quand Guillaume II autorisa une constitution libérale. De cette façon, les fondations étaient posées pour une démocratie parlementaire. Le statut égal de toutes les religions mit fin à la nation protestante, ce qui entraîna un grave malaise parmi les protestants, spécialement quelques années après, quand l'Église catholique romaine restaura la hiérarchie épiscopale aux Pays-Bas. L'aristocratie joua un rôle marquant dans ces protestations.

De la permanence de traditions au sein d'un monde qui change (1848-2006)

- 29 Même si la constitution de 1848 privait pratiquement les nobles de tout pouvoir officiel, la noblesse conserva un rôle important et son retrait des responsabilités fut seulement progressif. C'est parce que leurs privilèges avaient été abolis, que des organisations

comme le bailliage d'Utrecht joua un rôle plus important pour conserver son rang aristocratique. Sans aucune concession, le bailliage conserva ses critères d'admission des quatre quartiers de noblesse et de l'appartenance à l'Église réformée hollandaise. Les membres des autres églises protestantes en étaient exclus. L'admission de membres allemands faisait l'objet de débats, puisque calvinistes et luthériens avaient fusionné en Prusse et dans d'autres États allemands. Finalement, le chapitre décida, en 1938, de mettre fin à l'enregistrement des candidats allemands. Le dernier membre allemand fut exclu après la seconde guerre mondiale.

- 30 En 1959, des statuts entièrement nouveaux furent rédigés. Alors qu'ils maintenaient la définition de l'ancienne noblesse, c'est-à-dire antérieure à la date butoir de 1795, le critère religieux fut élargi. Plutôt qu'une appartenance à l'Église réformée hollandaise, les membres devaient fournir des preuves « d'une implication dans la congrégation protestante³³ ». En principe, les membres des nombreuses églises protestantes étaient désormais aptes à entrer dans l'Ordre, mais en pratique, les aristocrates n'appartenaient qu'à deux églises : l'Église réformée hollandaise et l'Église catholique. Cette dernière était encore exclue. Alors que la modification suivante des statuts conserva l'appartenance au protestantisme, celle de 2006 élargit le champ des dérogations. Il était nécessaire, en raison de la sécularisation rapide de la société hollandaise depuis les années 1960, ne pas laisser le critère de noblesse inchangée. Si le bailliage d'Utrecht avait souhaité maintenir sa pleine appartenance à une Église comme une exigence, il aurait rencontré des difficultés à recruter. Il en allait de même pour les quatre quartiers de l'ancienne noblesse. En 2006, le critère d'entrée fut donc élargi.
- 31 La série de portraits des baillis constitue un symbole de la continuité du bailliage d'Utrecht. Le dernier portrait, daté de 2014, est celui du bailli en exercice, le baron Jan Reint de Vos van Steenwijk. Jusqu'aux années 1970, les baillis devaient porter l'armure et être à genoux, comme dans le premier panneau peint, qui représentait le grand-maître en 1231, agenouillé et en adoration devant le Christ crucifié. Même si la formule *Godt hebbe de ziel* avait été supprimée des portraits depuis celui de Hendrik Casimir I^{er}, la série des hommes à genoux avait des réminiscences catholiques. En 1971, le baron Hendrik Jan van Nagell fut le dernier à être représenté de cette façon. Le peintre de son successeur, le baron Paulus Anthony van der Borch tot Verwolde, a rompu avec la tradition : le bailli est représenté debout et il ne porte plus d'armure. À la place, il porte l'uniforme de l'Ordre³⁴. Dans les quatre portraits suivants, le bailli est debout, mais le vêtement diffère d'un individu à l'autre. Pour insister sur leur foi protestante, trois baillis sur cinq arborent une Bible.
- 32 L'identité persista également en ce qui concerne les buts charitables de l'Ordre, auxquels l'essentiel des fonds est dévolu. Ce ne fut pas toujours le cas : au XVIII^e et au XIX^e siècle, seule une petite part des dépenses allait aux bonnes œuvres, souvent à la suite d'anciens engagements que le gouvernement avait demandé au bailliage d'accomplir. En 1851, une discussion fut initiée par le commandeur Frederik L. W. van Brakell, calviniste dévot. Il remarqua « que l'ordre ne réalisait par son vœu de diffuser la religion chrétienne parmi les païens »³⁵. Pour financer des écoles et des missionnaires, il proposa un prélèvement de 10 % sur les salaires des commandeurs. La proposition ne fut pas acceptée. Pour justifier cette décision, on avança l'argument que le but du bailliage était de soutenir l'aristocratie, et qu'il avait perdu « toute trace de son ancienne origine ecclésiastique et de son rôle philanthropique »³⁶.

- 33 Dix ans plus tard toutefois, le chapitre vota une proposition du Baron Alexander C.J. Schimmelpenninck van der Oije, commandeur, que 2 000 florins soient donnés à l'hôpital ophtalmologique d'Utrecht, non pour des raisons religieuses, mais comme un geste à l'égard de la province d'Utrecht, avec laquelle le bailliage possédait de forts liens historiques³⁷. Dans les années suivantes, les donations augmentèrent, comme en témoigne le don, en 1869, de 4 000 florins à la branche d'Utrecht de la Croix rouge, proposition qui fut acceptée par une courte majorité de six voix contre quatre³⁸. En 1873, selon l'argument que prendre soin des malades et des blessés était un vieil objectif de l'ordre teutonique, un terrain, faisant partie de la donation originelle de 1231, fut mis à disposition pour la construction d'un hôpital par la Croix rouge. En l'espace de 25 ans environ, un revirement notable avait eu lieu.
- 34 Les dons occasionnels effectués pour des œuvres de santé dépassaient largement les subventions fixes aux institutions de l'Église réformée, qui s'élevaient à 1 382 florins en 1869³⁹, montant qui changea peu pendant de nombreuses années. Comme c'était le cas un siècle auparavant, cela représentait 3,5 % du total des dépenses, un pourcentage qui baissa même car les autres chapitres de dépenses augmentaient plus vite. Une dépense constante étaient les salaires des commandeurs, qui représentaient la moitié des dépenses globales. Les dons épisodiques pouvaient être réalisés facilement du fait des excédents annuels considérables, qui variaient entre 25 000 et 45 000 florins. À partir de 1917, les dons augmentèrent nettement, constituant désormais un poste budgétaire régulier. Ils bénéficiaient surtout à des institutions protestantes, comme des écoles et des hôpitaux, souvent dans les régions majoritairement catholiques du Nord-Brabant et de Limbourg. Entre 1920 et 1960, la quote-part des dons et subventions fluctua et représenta entre 5 % et 15 % du total des dépenses.
- 35 Toutefois, leur montant net augmenta puisque les revenus et les dépenses furent plus élevés, en partie du fait de l'inflation. Comme les salaires des commandeurs n'étaient pas indexés, ce chapitre ne représentait que 15 % des dépenses en 1950. Les gages du personnel, les taxes, l'entretien des bâtiments et les nouveaux coûts (comme le téléphone, l'électricité et la voiture de l'intendant) augmentèrent régulièrement. Bien que modestes, et toujours bien inférieurs au montant versé pour les salaires des commandeurs, les dons charitables étaient devenus une politique importante de l'Ordre. En 1959, cela fut précisé par les statuts⁴⁰. Il fallut toutefois une quinzaine d'années pour que ces dons dépassent les salaires des commandeurs dans le budget. Durant les années 1970, le montant de l'argent affecté aux œuvres de charité augmenta rapidement : de 7 281 florins en 1970 à 245 029 en 1980, passant de seulement 4 % du budget à 31,4 %⁴¹. Les bénéficiaires étaient principalement, mais pas uniquement, des institutions protestantes. Ce changement profond eut lieu après d'intenses débats au sein du chapitre concernant la modernisation de l'Ordre. Il se poursuivit dans les années 1980 et 1990.
- 36 L'augmentation des recettes et des dépenses s'explique en partie par la forte inflation et par les taux d'intérêts aux Pays-Bas, dans les années 1970 et 1980. Les salaires des commandeurs, qui ne furent pas ajustés à l'inflation, comptèrent de moins en moins dans le budget. Au moment du passage à l'euro en 2002, le montant, converti des florins en son équivalent en euros, était à peine plus qu'un montant symbolique. En 2005, les paiements versés aux membres s'élevaient à 22 600 € sur un total de dépenses de 1,8 million €, dont plus de 700 000 € étaient consacrés à des actions caritatives⁴². Les modifications des statuts de 2006 mirent fin aux salaires. Pour cela, on créa des fonds

pour les commandeurs, sur lesquels chacun à sa discrétion pouvait faire des dons à l'intérieur de sa commanderie. Pour remplacer le système ancien des rotations, les membres reçurent une commanderie fixe. Au tournant du XXI^e siècle, le bailliage d'Utrecht était pleinement devenu une organisation caritative.

- 37 L'histoire du bailliage d'Utrecht démontre la solidité flagrante des vieilles institutions aristocratiques. Le bailliage survécut à des changements sociaux radicaux : la Réforme, la période de la Révolution de 1789 à 1815, la démocratisation après 1848. En s'adaptant, il conserva pourtant son identité d'institution aristocratique. L'importance de l'aristocratie dans la société des Pays-Bas après le Moyen Âge a été sous-estimée, ce que cette étude veut contribuer à nuancer. Un autre point à remarquer est la continuité de son identité religieuse. À l'issue d'un long processus, le bailliage devint protestant durant la première moitié du XVII^e siècle, et le resta jusqu'à nos jours. Les vicissitudes du bailliage d'Utrecht depuis 1640 témoignent de ce que, même après la Réforme, les ordres militaires constituent un champ d'étude important pour les historiens. Les héritiers de la Croisade s'avèrent en effet particulièrement résilients.

NOTES

1. Traduit de l'anglais par Germain Butaud, CEPAM, Université Côte d'Azur (UCA).
2. Akte van Statutenwijziging Ridderlijke Duitsche Orde, Balije van Utrecht (2006) art. 8-2a, p. 4, cf. Archief Ridderlijke Duitsche Orde Balije van Utrecht, [désormais ARDOU], Nieuw Archief [désormais NA], no inv. nr. *Nederlands Adelsboek* (2006-2007), p. xxxiii.
3. <http://www.rdo.nl/>
4. Renger E. de Bruin « Calvinists only ! The religious admission policy of the Teutonic Order Bailiwick of Utrecht, 1615-2006 », communication au colloque *Piety, Pugnacity and Property, Military Orders Conference 7*, Museum of the Order of St. John, St. John's Gate, Londres, 7-10 septembre 2017 ; R. E. de Bruin, « Die religiöse Identität der Ballei Utrecht des Deutschen Ordens, 1560-2006 », conférence au colloque *Die Ritterorden in den regionalen kirchlichen Strukturen (Diözesen, Pfarreien, andere geistliche Institutionen) : XIX Ordines Militares*, Colloquia Torunensia Historica, Nicolaus Copernicus University Toruń, 20-23 septembre 2017. Ces deux conférences seront fusionnées et éditées dans la revue *Ordines Militares* sous le titre « The religious identity of Teutonic Order of the Bailiwick of Utrecht, 1560-2006 ».
5. P. Brusse et W.W. Mijndhardt, *Towards a New Template for Dutch History : De-urbanization and the Balance between City and Countryside*, Zwolle, Waanders, 2011 ; O. Gelderblom « Investment behaviour, political change and economic growth in the Netherlands 1780-1920 », Projet de recherche NWO (2017-2013), <https://www.nwo.nl/onderzoek-en-resultaten/onderzoeksprojecten/i/74/28074.html>.
6. Alan Forey, « The Military Orders », dans J. Riley Smith (éd.), *The Oxford illustrated History of the Crusades*, Oxford, Oxford University Press, 2001, p. 184-185.
7. N. Morton, *The Teutonic Knight in the Holy Land 1190-1291*, Woodbridge, The Boydell Press, 2009, p. 11-12.

8. D. Barthélemy, « Qu'est-ce-que la chevalerie, en France aux X^e et XI^e siècles », *Revue historique*, n° 29, 1993, p. 15-74 ; K.H. Spieß, « Ständische Abgrenzung und soziale Differenzierung zwischen Hochadel und Ritteradel im Spätmittelalter », *Rheinische Vierteljahrsblätter*, n° 56, 1992, p. 181-205.
9. J. A. Mol, « The Hospice of the German Nobility. Changes in the Admission Policy of the Teutonic Knights in the Fifteenth Century », dans J. Sarnowsky (éd.), *Mendicants, Military Orders and Regionalism in Medieval Europe*, Aldershot, Ashgate, 1999, p. 115-130.
10. K. Militzer, « Die Aufnahme von Ritterbrüdern in den Deutschen Orden. Ausbildungsstand und Aufnahmevoraussetzungen », dans Z.H. Nowak (éd.), *Das Kriegswesen der Ritterorden im Mittelalter* (Universitas Nicolai Copernici, Ordines Militares Colloquia Torunensia Historica VI, Torun, 1991), p. 9.
11. H. Boockmann, *Der Deutsche Orden. Zwölf Kapittel aus seiner Geschichte*, Munich, C. H. Beck, 1989, p. 218 ; G. Rhode, *Kleine Geschichte Polens*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1965, p. 192.
12. R. J. Stapel, « Onder dese ridderen zijn oec papen. De priesterbroeders van de Duitse Orde in de balije Utrecht (1350-1600) », *Jaarboek voor Middeleeuwse Geschiedenis*, n° 11, 2008, p. 218-220.
13. J. Israel, *The Dutch Republic. Its Rise, Greatness and Fall*, Oxford, Oxford University Press, 1998, p. 397-413 ; J. M. Kennedy, *A Concise History of the Netherlands*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017, p. 151-153.
14. Le mot hollandais *kapittel* (chapitre en français) peut faire référence à la fois au conseil du Bailliage d'Utrecht et à l'une des cinq églises collégiales d'Utrecht. Pour éviter la confusion, j'utilise le mot chapitre uniquement pour l'ordre teutonique.
15. J. A. Mol, « Trying to survive. The Military Orders in Utrecht, 1580-1620 », dans J.A. Mol, K. Militzer et H. Nicholson (éd.), *The Military Orders and the Reformation. Choices, State Building and the Weight of Tradition*, Hilversum, Verloren, 2006, p. 198 ; D. Grögor-Schiemann, *Die Deutschordensballei Utrecht während der Reformationszeit : die Landkommende zwischen Rebellion und Staatsbildung*, Weimar, VDG, 2015, p. 150-151.
16. D. Meuwissen, *Gekoesterde traditie. De portretreeks met de landcommandeurs van de Utrechtse Balije van de Ridderlijke Duitse Orde*, Hilversum, Verloren, 2011, p. 84-106.
17. J. A. Mol, « Trying to survive... », art. cit., p. 201.
18. *Ibid.*
19. U. Arnold (éd.), *800 Jahre Deutscher Orden*, Gütersloh, Bertelsmann, 1990, p. 52 ; B. Demel, « Die Deutschordensballei Utrecht in der Reichs- und Ordensüberlieferung von der frühen Neuzeit bis in die Zeit Napoleons », dans B. Demel, *Unbekannte Aspekte der Geschichte des Deutschen Ordens*, Vienne-Cologne-Weimar, Böhlau Verlag, 2005, p. 9-92.
20. R. E. de Bruin, « Eine gelungene Neuordnung. Die Ballei Utrecht des Deutschen Ordens, 1753-1795 », dans R. Czaja et J. Sarnowsky (éd.), *Ordines Militares. Colloquia Torunsia Historica. Yearbook for the Study of the Military Orders*, 21, 2016, p. 189-220.
21. ARDOU-Oud Archief [désormais OA], inv. nr. 8; ARDOU-OA, inv. nr. 11-3, f. 64.
22. ARDOU-OA inv. nr. 11-3, f. 135.
23. *Remonstrantie van decanen en capitularen van de vijf capitulen binnen deze stad aan het Provinciaal Bestuur 's Lands van Utrecht*, Utrecht, 1797, p. 4 ; Het Utrechts Archief 233 inv. nr. 1146.
24. R. E. de Bruin, « Hidden in the Bushes : The Teutonic Order of the Bailiwick of Utrecht in the 1780-1806 Revolutionary Period », dans P. Edbury (éd.), *The Military Orders V. Politics and Power*, Farnham, Surrey, Ashgate, 2012, p. 349-361 ; R. E. de Bruin, *Bedreigd door Napoleon. De Ridderlijke Duitse Orde, Balije van Utrecht, 1753-1838*, Hilversum, Verloren, 2012, p. 221-282.
25. ARDOU-OA 337.
26. F. Täubl, *Der Deutsche Orden im Zeitalter Napoleons*, Bonn, Wissenschaftliches Archiv, 1966.
27. Archives Nationales (AN), Paris, AF/IV/530, Minutes des décrets impériaux (24-28 février 1811) doss. 4129, nr. 79 (27 février 1811) ; ARDOU-OA, inv. nr. 19 ; R. E. de Bruin, « The narrow escape of the Teutonic Order Bailiwick of Utrecht, 1811-1815 », dans J. Schenk et M. Carr (éd.),

The Military Orders 6.2, Culture and Conflict in Western and Northern Europe, Londres-New York, Routledge, 2017, p. 222-232. Pour plus de détails, voir R. E. de Bruin, *Bedreigd door Napoleon*, p. 371-453.

28. ARDOU-NA, inv. nr. 003 bijlage 3. NA 2.01.21, inv. nr. 906 nr. 9.

29. Staatsblad nr. 43 Wet waarbij de Duitsche Orde, Balije van Utrecht, wordt hersteld, gearresteerd 8-8-1815 no 55 ; ARDOU-NA, inv. nr. 031.

30. C.O.A. Schimmelpenninck van der Oije, « De Ridderschappen in Noord en Zuid, 1815-1830 », *Bulletin Trimestriel/Driemaandelijks Bulletin (de l'/van de) Association de la Noblesse du Royaume de Belgique/Vereniging van de Adel van het Koninkrijk België*, n° 276, octobre 2013, p. 27.

31. C. J. Bruin, « Een verloren zaak. Adel als persoonlijke verdienste in het Koninkrijk der Nederlanden », dans J. Aalbers et M. Prak (éd.), *De bloem der natie. Adel en patriciaat in de Noordelijke Nederlanden*, Meppel-Amsterdam, Boom, 1987, p. 141-164 ; E.J. Wolleswinkel, *Nederlands Adelsrecht. Wettelijke adeldom als historisch gegroeid instituut*, La Haye, Nederlandsche Leeuw, 2012, p. 46-49, p. 61-64.

32. M. Reyebeau, *Een Geschiedenis van België*, Tielt, Lannoo, 2006, 6^e édition, p. 22 ; E. Witte, « De constructie van België 1828-1847 », dans E. Witte et al. (éd.), *Nieuwe Geschiedenis van België I*, Tielt, Lannoo, 2005, p. 63.

33. Statuut van de Ridderlijke Duitsche Orde Balije van Utrecht (Utrecht, 1959), art. 15. ARDOU-NA (no inv. nr.).

34. D. Meuwissen, *Gekoesterde traditie...*, op. cit., p. 566-568.

35. ARDOU-NA inv. nr. 54-2, p. 184.

36. ARDOU-NA inv. nr. 54-2, p. 191.

37. ARDOU-NA inv. nr. 54-2, p. 460.

38. ARDOU-NA inv. nr. 54-3 (1867-1887), p. 49, 53-54.

39. ARDOU-NA inv. nr. 190, 56 (1869).

40. Statuut 1959, art. 3.

41. Jaarrekening Ridderlijke Duitsche Orde Balije van Utrecht (1970 + 1980) 5-8. ARDOU-NA (no inv. nr.).

42. Jaarbericht Ridderlijke Duitsche Orde Balije van Utrecht (2005), p. 8.

RÉSUMÉS

En dépit des changements radicaux de 2006 concernant ses statuts, l'ordre teutonique du bailliage d'Utrecht est toujours défini par son éthique protestante et son enracinement dans l'ancienne noblesse, identité qui remonte à presque quatre siècles. Fondé au XIII^e siècle, comme une branche de l'Ordre militaire, le bailliage avait à l'origine une identité purement catholique. Durant la Réforme, le bailliage resta catholique pendant une période remarquablement longue, puis se détacha complètement du pouvoir central de l'Ordre en Allemagne, devenant une institution pour les aristocrates mariés protestants. Les conditions pour ceux qui souhaitaient le rejoindre étaient d'avoir quatre quartiers de noblesse et d'appartenir à l'Église réformée. De cette façon, l'Ordre s'inséra sans heurt dans les structures des Provinces-unies. En 1795, après le renversement de la République par les armées révolutionnaires françaises, l'Ordre survécut en maintenant son ancien critère d'entrée. Après l'introduction d'une constitution libérale en 1848, la noblesse protestante assumait un rôle directeur dans la défense des valeurs traditionnelles.

L'identité protestante renforcée du bailliage d'Utrecht compléta le tableau. Au xx^e siècle, cette identité s'exprima en particulier à travers une politique de donations d'une importance croissante.

Although its statutes were deeply amended in 2006, the Teutonic Order of the Bailiwick of Utrecht is still defined by its Protestant outlook and its roots in ancient nobility, an identity that dates back nearly four centuries. Founded in the thirteenth century as a branch of the Military Order, its identity was originally purely Catholic. During the Reformation the Bailiwick remained Catholic over a remarkably long period. However, in 1640, it split from the central Order in Germany and became an institution for Reformed, married aristocrats. The requirements for those wishing to join included having four quarters of nobility and being a member of the Reformed church. The order thus seamlessly integrated itself into the Dutch Republic. When the French revolutionary armies overthrew the Republic in 1795, the Order sought to survive by keeping a low profile –but also by maintaining its old entry criteria, effectively creating a noble enclave in what was, formally at least, an equalitarian society. In 1811, when Napoleon decreed that the Bailiwick should be dissolved, its fate seemed to be sealed. Nonetheless, upon the restoration of Dutch independence, the decree was reversed by King William I. In the new kingdom, adherence to the old admission criteria distinguished the old nobility not only from the new aristocracy, but also from the old Catholic nobility of the South. After the fall of the united kingdom in 1830 and the introduction of the liberal constitution in 1848 –establishing a parliamentary system, abolishing the rights of the aristocracy and emancipating religion– the Protestant nobility assumed a leading role in the defence of traditional values. In this context, the Bailiwick of Utrecht positioned itself as a reassertion of Protestant identity. In the twentieth century, this identity expressed itself through the growing importance of its donations policy.

INDEX

Mots-clés : Ordre teutonique, bailliage d'Utrecht, réforme protestante, noblesse

Keywords : Teutonic Order, Bailiwick of Utrecht, Protestant Reform, nobility

AUTEUR

RENGER E. DE BRUIN

Renger De Bruin a fait des études d'histoire à l'Université d'Utrecht (Hollande). Après un MA graduation, il a travaillé plusieurs années en tant qu'enseignant et chercheur dans les Universités d'Utrecht, de Leiden et de Greifswald (Allemagne), avant d'obtenir un PhD en 1986 sur l'impact de la Révolution française sur la politique hollandaise et sur Utrecht. De 1994 à 2017, il a été curateur du *Centraal Museum* d'Utrecht pour les thématiques de l'histoire générale et urbaine ; il a notamment organisé plus de trente expositions sur des sujets divers, tels que les Vikings ou le Traité d'Utrecht. Depuis 2001, il est professeur d'histoire à l'Université d'Utrecht, au département d'histoire et d'histoire des Arts. Il est *senior researcher* dans ce département depuis 2017. Ses recherches ont toujours porté sur les élites politiques et urbaines, et ciblent depuis dix ans, plus précisément la noblesse, l'ordre des Teutoniques et le Bailliage d'Utrecht.